

Par e-mail : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/02/10/colere-des-agriculteurs-le-temps-est-venu-de-produire-d-abord-pour-nous-nourrir-et-non-pour-alimenter-les-marches-internationaux\\_6215807\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/02/10/colere-des-agriculteurs-le-temps-est-venu-de-produire-d-abord-pour-nous-nourrir-et-non-pour-alimenter-les-marches-internationaux_6215807_3232.html)

# Colère des agriculteurs : « Le temps est venu de produire d'abord pour nous nourrir et non pour alimenter les marchés internationaux »

## TRIBUNE

**Ivar Ekeland**  
Economiste

✉

**Dominique Méda**  
Sociologue

**Philippe Pointereau**  
Agronome

Malgré une importante surface agricole utile rapportée à ses habitants et une balance agroalimentaire positive, la France est loin de la souveraineté alimentaire, constatent les universitaires Ivar Ekeland, Dominique Méda et Philippe Pointereau, dans une tribune au « Monde ».

Publié le 10 février 2024

On a beaucoup parlé de souveraineté alimentaire ces derniers temps. La réponse du gouvernement aux revendications des agriculteurs a été de mettre en sommeil les réglementations sur les pesticides et les taxations sur le carbone, notamment la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, dans le but de favoriser une agriculture productiviste, prétendument destinée à nourrir la France. Mais si la majeure partie de cette production allait en fait à l'exportation ?

L'agriculture française et son industrie agroalimentaire n'ont eu de cesse de conquérir les marchés mondiaux, notamment dans les domaines des vins et spiritueux, des céréales, du sucre et des produits laitiers. Nos échanges n'ont cessé de croître et les deux courbes import-export sont parallèles : plus on importe et plus on exporte !

Dans ce petit jeu, il y a des gagnants et des perdants. Les gagnants sont les productions citées, et plus particulièrement les vins et spiritueux, qui, à eux seuls, en 2022, représentaient en valeur 25 % de nos exportations. Les perdants sont les viandes (moutons, poulets) et les fruits et légumes. Difficile de rivaliser avec la Nouvelle-Zélande pour l'agneau, avec le Brésil pour le poulet standard et avec le Maroc ou l'Espagne pour les fruits et légumes.

Le résultat est qu'environ un tiers de notre alimentation est aujourd'hui importé : bien sûr les produits tropicaux que nous ne pouvons produire en dehors des territoires d'outre-mer, café, cacao, épices, huile de palme ou d'arachide, banane ou avocat, mais aussi les agrumes, le soja, la moitié de

nos fruits et légumes, du riz, de l'huile d'olive, de nombreuses viandes et beaucoup de poissons. Ces flux importants sont aujourd'hui perturbés par les guerres, le prix croissant de l'énergie, qui augmente les coûts de transport, et de plus en plus par le changement climatique. Le Maroc ou l'Espagne pourront-ils continuer à exporter des fruits et légumes, alors que l'eau commence à manquer ?

## Changer de direction

Malgré une importante surface agricole utile rapportée à ses habitants (4 300 mètres carrés contre 1 320 mètres carrés pour l'Inde ou 440 mètres carrés pour l'Égypte, par exemple) et en dépit d'une balance agroalimentaire positive – 10 milliards d'euros en 2022, soit 12 % de nos exportations –, la France est donc bien loin d'être souveraine pour son alimentation. On l'a constaté lors de la crise liée au Covid-19, où il y a eu une pénurie d'huile de tournesol, alors même que la France produit la quantité qu'elle consomme. La réalité est que la France ne nourrit pas bien sa population : d'après une récente étude du Crédoc, 16 % des Français ne mangent pas à leur faim, soit plus de 11 millions de personnes.

Et n'oublions pas non plus que la France mobilise de nombreuses terres pour satisfaire des besoins non alimentaires, comme le coton pour nos vêtements, l'hévéa pour fabriquer nos pneus ou la biomasse utilisée comme carburant. Le tout dans un contexte de croissance de notre population, de perte de terres agricoles et de baisse de rendement liée au climat.

Le temps est venu de changer de direction et de produire d'abord pour nous nourrir et non d'abord pour alimenter les marchés internationaux. De nombreuses collectivités de toute taille, Montpellier, Bordeaux, Rennes, le département de la Dordogne ou la ville de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes), se sont engagées dans des plans alimentaires territoriaux qui cherchent à satisfaire les besoins alimentaires sur des bases locales, en utilisant notamment le levier de la restauration collective.

La relocalisation et la diversification de notre agriculture doivent s'accompagner d'un changement des pratiques agricoles vers l'agroécologie pour restaurer la qualité de nos masses d'eau, la santé de nos sols, la biodiversité, qui est l'auxiliaire gratuit de l'agriculture, nos paysages ruraux si chers aux touristes et aux habitants. L'agroécologie est un atout pour cette transition, alors qu'elle constitue le plus souvent une contrainte sur les marchés mondialisés.

## Modifier notre assiette

Il nous faut aussi modifier notre assiette vers le fait maison, le végétal et le biologique pour reconquérir la santé de nos populations. Réduire notre consommation de viande provenant d'élevages industriels élevés hors-sol et nourris avec des céréales et du soja économisera des terres arables. Cette marge nous aidera à conserver notre autosuffisance alimentaire tout en gardant la capacité d'exporter des céréales vers des pays qui en ont besoin, comme l'Égypte.

Si le consommateur a un rôle majeur à jouer dans ses choix alimentaires en privilégiant le local, les produits de qualité et les produits de saison, cette transition ne se fera pas sans une politique volontariste de résilience réelle de la part de l'Europe, de l'État et des collectivités.

La restauration collective de qualité, les épiceries solidaires et les initiatives portant sur la mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation et du bien-manger sont autant de leviers pour répondre aux besoins des populations dont le budget alimentaire est plus que contraint. Le ministère de la santé doit faire connaître et appliquer son Programme national nutrition santé. Les collectivités

doivent sauvegarder des outils de transformation (abattoirs, ateliers de découpe, moulins, huileries, légumeries).

Le ministère de l'agriculture doit renforcer son soutien aux produits de qualité (bio, AOP, Label rouge), intégrer les paiements pour services environnementaux dans la politique agricole commune, et appliquer les différents volets de la loi EGalim. Il s'agit de sécuriser le revenu des agriculteurs à travers des contrats pluriannuels et des prix négociés plutôt que de risquer la disparition de nombreuses productions menacées par des accords de libre-échange. Un pays dont l'agriculture est commandée par les marchés internationaux a perdu sa souveraineté alimentaire.

**Ivar Ekeland** est économiste et mathématicien ; **Dominique Méda** est philosophe et sociologue, présidente de l'Institut Veblen ; **Philippe Pointereau** est agronome, auteur du livre « Le Pouvoir de notre assiette » (Utopia, 2023).

Ivar Ekeland(Economiste), Dominique Méda(Sociologue) et Philippe Pointereau(Agronome)

-----